

EDITORIAL

PLUS QUE JAMAIS LES DEMOCRATES DOIVENT SE MOBILISER POUR DEFENDRE LA DEMOCRATIE AU BENIN

Les derniers développements de la situation au Bénin témoignent des délires dictatoriaux de Yayi Boni.

Dans une analyse percutante de cette situation, le Parti Communiste du Bénin (PCB) rapporte des illustrations concrètes et édifiantes dans un document que nous publions dans le présent numéro de TEMOIGNAGE.

Ces développements interviennent au lendemain d'un Colloque organisé à Paris par la diaspora Béninoise autour du thème « Processus Démocratique en Afrique Sud Sahélienne : Mythes et Réalités » Ce colloque qui a enregistré les contributions de démocrates Togolais, Gabonais et Tchadiens a dénoncé les simulacres de démocratie dont les dirigeants africains habillent des régimes autocratiques et a appelé les forces progressistes africaines à se mobiliser pour combattre ces régimes et contribuer à l'avènement de pouvoirs véritablement démocratiques dans chacun de leur pays.

Dans le même temps des intellectuels démocrates maliens prennent position sur la situation dans leur pays rappelant fort à propos qu'aucune force extérieure n'est mieux placée que les Maliens eux-mêmes pour trouver des solutions appropriées aux problèmes qui traumatisent leur pays. Tous ces événements trouvent naturellement leur place dans TEMOIGNAGE, le Bulletin de liaison des démocrates organisés au sein du Comité Culturel pour la Démocratie au Béni (CCDB).

A BAS LA DICTATURE MILITAIRE DE BONI YAYI !

C'est désormais clair pour tout le monde, Boni YAYI est un dictateur qui a conduit le pays à la ruine et veut le plonger dans le désastre. Le Président, à la suite du dernier remaniement ministériel se fait ministre de la Défense. Il était déjà, en tant que Président de la République, Chef suprême des armées. Quel besoin a-t-il de prendre lui-même en mains directement l'administration des militaires ? N'est-ce pas pour faire exécuter sans défaut les appels incessants et illégaux au haut commandement militaire contre les travailleurs et le peuple protestataires ?! C'est ce que tout le

peuple a compris : la concentration du pouvoir militaire en mains directes de Boni YAYI est le signe que le dictateur se considère en guerre contre les travailleurs et le peuple.

Des mesures les plus arbitraires, criminelles pleuvent, entourés de mensonges d'Etat grossiers. Ainsi :

1- KASSA Mambo, Président du Comité de Développement de Natitingou qui a œuvré pour que soit réalisé un minimum d'infrastructures promises pour la commémoration du 1^{er} août à Natitingou en 2011 contre les prédateurs du pouvoir est arrêté et mis en prison depuis le jeudi 12 avril 2012. On l'accuse du meurtre du jeune Fawaz abattu par balles par les sbires du pouvoir de YAYI pendant les manifestations !

2- On fabrique des mensonges contre le Directeur général du Trésor et contre l'ancien ministre des finances afin de justifier leur limogeage. Tout le monde sait que lorsque le conseil des ministres ordonne au ministre des finances le paiement par le budget national d'une somme, les modalités pratiques relèvent d'une opération de trésorerie. Ces modalités peuvent être le décaissement direct par le Trésor, l'émission de bons de Trésor ou un crédit bancaire. Le gouvernement ment en parlant d'un autre accord préalable à obtenir du conseil des ministres avant l'exécution d'une opération de trésorerie. L'objectif de YAYI est de couvrir d'opprobre le corps des financiers et tous ceux qui s'opposent à ses forfaits et caprices. Et ses mensonges montés et débités à profusion déshonorent le pays et son image à l'extérieur.

3- En plus des mensonges, le président-ministre de la défense, fait adopter par le même conseil des ministres en date du 10 avril la décision de remettre en cause le contrat signé, puis validé par décret avec la société Bénin Control pour la gestion du PVI. Le président du Conseil d'Administration de ladite société est convoqué, non, réquisitionné, à se présenter « en personne » le 16 avril 2012 à 10 heures au cabinet du Premier ministre. (cf. Communiqué du Conseil Extraordinaire des ministres in "La Nation" n° 5470 du jeudi 12 avril 2012). Il s'agit d'un acte complètement arbitraire, illégal ; d'une torture d'Etat contre les opérateurs économiques béninois.

4- Le dictateur président-ministre de la défense s'acharne à faire voter des lois contre le droit de grève, de révision de la constitution afin de se pérenniser au pouvoir après 2016.

Au total, il apparaît qu'aujourd'hui au Bénin, l'autocratie ne peut poursuivre son œuvre destructrice du pays et de ses hommes qu'en fabriquant des mensonges sur mensonges. Aucune couche sociale n'échappe à la furie du dictateur. Partout et contre tout le monde, le couple YAYI-KOUPAKI fabrique des mensonges grossiers afin de justifier ses forfaits et la répression des travailleurs, des opérateurs économiques nationaux, de la jeunesse et du peuple protestataires. Ils ont menti contre les enseignants, ils avaient menti contre les douaniers, contre les agents de santé, contre les ministres dont ils veulent se débarrasser. On l'a vu dans l'affaire CEN-SAD avec

LAWANI, l'affaire ICC avec ZINZINDOHOUE. Et chaque fois KOUPAKI en complice couvre et se comporte en nettoyeur des ordures. Promu premier ministre oisif en cette période de crise, il se fait maître de conférence ès Refondation de la dictature à travers le pays.

TROP C'EST TROP ! Le peuple souverain doit mettre fin au pouvoir dictatorial YAYI-KOUPAKI. Chacun et tous, doit agir dans son milieu et son secteur sur la base de ses problèmes, organiser la solidarité avec les autres pour des actions d'ensemble afin de dégager le fléau dictateur. C'est pourquoi le Parti Communiste du Bénin appelle les travailleurs, les jeunes, les démocrates et patriotes et leurs organisations de toutes sortes à poursuivre les combats contre le dictateur Boni YAYI. Il les appelle de façon spécifique à engager des combats pour exiger

- La libération immédiate de KASSA Mampo et le jugement des policiers assassins du jeune Fawaz ;
- La satisfaction des revendications des enseignants pour une bonne fin de l'année en cours ;
- Le retrait de tous les projets ou propositions de lois anti-grève ;
- Le retrait du projet de loi de révision de la Constitution ;
- La fin du harcèlement des opérateurs économique nationaux ;
- La fin des mensonges contre le corps des financiers et la réhabilitation de tous les corps humiliés.

Cotonou, le 13 avril 2012

Le Parti Communiste du Bénin

Synthèse du colloque CCDB/CDBDD (Paris 07 avril 2012)

Nous pouvons retenir les points saillants suivants :

1. Tous les participants ont salué l'initiative et souhaité que cela soit pérennisé
2. Les discussions ont souligné que la quasi-totalité des pays de l'Afrique subsaharienne sont dans une situation de fausse démocratie, une « démocratie de façade » qui masque de véritables autocraties subordonnées à l'ancienne puissance coloniale notamment française contre laquelle les populations luttent confusément pour plus de liberté et de bien-être
3. Les élites ont un devoir de constituer un aiguillon pour accélérer ces luttes
4. Dans ce cadre, un travail de mobilisation permanente est indispensable, pour l'information et la formation, l'approfondissement de nos connaissances sur la situation réelle de nos pays (les

libertés, la Constitution, l'organisation des élections, les listes électorales, les structures de contrôles, ... ;

5. La nécessité de travailler pour le renforcement d'une solidarité agissante entre les diverses organisations et les divers peuples d'Afrique.

6. Une contribution conséquente à l'éducation, l'instruction massive et la formation de nos populations pour qu'elles accèdent à la capacité d'imposer une pratique réelle de la démocratie ;

7. L'approfondissement de nos connaissances de la situation internationale, des rapports des forces au plan mondial et appréhender afin de mieux apprécier les conditions de la lutte pour imposer un nouvel ordre économique et social mondial, afin de mettre fin au pillage de l'Afrique et aux manipulations de la «Françafrique»;

MALI : CHRONIQUE D'UNE RECOLONISATION PROGRAMMEE

(Afrik.com du 06/04/2012)

« Que les chèvres se battent entre elles dans l'enclos est préférable à l'intermédiation de l'hyène ».

Proverbe bamanan.

1. Le Mali dans l'ordre cynique du monde

Mis en lumière par l'amputation des deux tiers de son territoire, le coup d'Etat du 22 mars 2012 et l'embargo total de la CEDEAO, l'extrême vulnérabilité du Mali tient d'abord à la trahison des élites. Elles se voilent la face, réfutent tout débat de fond sur les enjeux de la mondialisation capitaliste. Désormais, tout est clair : la recolonisation du pays à travers les politiques néolibérales entre dans une nouvelle phase qui obéit au schéma libyen avec l'intervention directe de l'OTAN en moins.

L'impérialisme collectif avait besoin d'exploiter, comme à Benghazi, les rancœurs et les rancunes d'une partie de la population qui a le sentiment d'être marginalisée. La rébellion touareg faisait parfaitement l'affaire. La revendication des deux tiers du territoire malien par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) vient d'être satisfaite avec la complicité de la « communauté internationale ».

L'os malien étant bien moins dur à briser que l'os libyen, il suffisait de mettre à profit l'état de déliquescence de l'armée nationale et de fermer les yeux sur la progression des assaillants lourdement équipés d'armes sophistiquées en provenance des arsenaux libyens pour que le tour soit joué.

Tout cela s'est passé rapidement, entre le 17 janvier 2012 et le 04 avril 2012. Les puissants membres de la « communauté internationale » n'ont donc pas eu à se salir les mains. Ils pensent avoir l'honneur sauf pour avoir fait des déclarations de principes sur l'inviolabilité de l'intégrité territoriale du Mali. Or, c'est lorsque les rebelles du MNLA ont déclaré qu'ils ont atteint leurs objectifs que les Etats-Unis d'Amérique leur ont demandé de « cesser » les opérations militaires.

Les enjeux énergétiques, sécuritaires, migratoires et idéologiques de la guerre globale trouvent leurs expressions dans cette recolonisation que les dirigeants politiques maliens n'ont pas vu venir et que certains d'entre eux refusent toujours d'admettre. La France espère obtenir de la future

République laïque et démocratique de l'Azawad ce que le Président malien Amadou Toumani Touré (ATT) n'a pas su ou voulu lui accorder : la base de Tessalit hautement stratégique au plan économique et militaire ; de la fermeté dans la lutte contre l'émigration « clandestine » et Al Qaeda au Maghreb (AQMI).

Plus ou moins indifférente au sort du peuple malien face à la double agression de la rébellion et de la CEDEAO, l'opinion publique occidentale est ébranlée après avoir appris la participation de Ançar dine et de AQMI à cette recolonisation du Mali.

2. La violence de la CEDEAO contre le peuple martyr du Mali

Ebranlés et meurtris à l'idée d'être un peuple sans Etat et sans armée digne de ce nom face à des combattants lourdement armés, faisant tomber les villes les unes après les autres, les Maliennes et les Maliens subissent à présent le traitement de choc de l'embargo total de la part de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

C'est lors du Sommet extraordinaire du 27 Mars 2012 à Abidjan (Côte-d'Ivoire) que l'organisation sous-régionale a pris la décision d'envoyer à Bamako une délégation de très haut niveau pour demander au Capitaine Amadou Haya Sanogo qui a pris le pouvoir 22 Mars 2012 de restaurer, le plus rapidement possible, l'ordre constitutionnel. Elle a dû rebrousser chemin face à la mobilisation des victimes de la démocratie formelle et corrompue qui vivent ce coup d'Etat comme une délivrance. C'est à l'aéroport d'Abidjan que les Chefs d'Etats de la CEDEAO ont donné aux nouvelles autorités maliennes un ultimatum de 72 heures pour s'exécuter au risque de voir le Mali subir un embargo.

Ils ont mis cette menace à exécution à partir du lundi 02 Avril 2012, alors qu'à l'issue de la rencontre à Ouagadougou (Burkina Faso) d'une délégation du CNRDRE avec le Président du Burkina Faso qui joue le rôle de médiateur, le Capitaine Amadou Haya Sanogo a accepté le retour à l'ordre constitutionnel. Cette avancée, saluée par la plupart des Maliens et des Maliennes, n'était pas suffisante pour certains des Chefs d'Etat de la CEDEAO particulièrement intransigeants. Les sanctions dont il s'agit se traduisent en autres par :

- la suspension du Mali de toutes les instances de la CEDEAO,
- le rappel des ambassadeurs de l'organisation pour consultation,
- la fermeture des frontières,

- le gel des avoirs du Mali à la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO) et le non approvisionnement des banques nationales,
- la suspension des programmes d’aide au développement

Le levier militaire pourra se traduire par "la montée en puissance de la Force en attente de la CEDEAO pour parer à toute éventualité... " Plus importants que l’aide extérieure pour les familles qui en bénéficient, les fonds de la diaspora dont une partie passe par Western Union et Money Gram manqueront également aux Maliennes et aux Maliens.

La cherté de la vie qui, à elle seule, a créé un climat quasi insurrectionnel avant la rébellion et le coup d’Etat s’aggrave. Les prix flambent dans les régions occupées où les pillages portent surtout sur les aliments et les médicaments qui commencent à manquer.

3. Le sens du coup de force du 22 mars 2012

Les femmes, en l’occurrence les mères et les épouses des soldats qui montaient, sous équipés, au Nord pour défendre le Mali ont été les premières à manifester leur colère. Elles sont allées directement vers le Président Amadou Toumani Touré et lui ont demandé, plus d’une fois, des comptes. La dégradation de la situation s’est ensuite traduite par des manifestations portant atteinte aux biens des personnes et personnalités appartenant à l’ethnie Touareg.

Le pourrissement de la situation est à l’origine du soulèvement d’Amadou Haya Sanogo et ses camarades qui a débouché sur le coup d’Etat du 22 mars 2012.

La « communauté internationale » ne s’est pas émue, outre mesure, des atrocités commises à Aguelhok contre des militaires désarmés ni de l’occupation des villes du Nord les unes après les autres. Mais elle est immédiatement montée au créneau pour condamner un coup d’Etat qu’elle juge d’autant plus inacceptable qu’il survient dans l’un des « pays phare de la démocratie » à la veille d’une élection présidentielle à laquelle ATT n’était pas candidat.

Simpliste mais surmédiatisée, cette lecture arrange tous ceux et celles qui se laissent convaincre que le Mali était jusqu’ici une démocratie exemplaire.

Le point de vue des déçus et des laissés-pour-compte de la démocratie est superbement ignoré voire méprisé.

4. Quand l'ordre constitutionnel « normal » sert de paravent

« Nous ne voulons pas d'ancien, rien que du neuf » scandaient les manifestants maliens lors des événements sanglants de Mars 1991 pour traduire leur aspiration profonde à un changement démocratique véritable. Ils étaient persuadés que le Président Moussa Traoré était le seul et unique fautif du naufrage de la nation et que son éviction suffisait à instaurer la démocratie et la justice. Il n'en a rien été. En vingt ans de « transition démocratique », assistée et encensée par la « Communauté Internationale », la montagne a accouché d'une souris. Le peuple est désemparé mais inaudible. Le coup d'Etat est survenu à cinq semaines du premier tour de l'élection présidentielle, dans un contexte quasi insurrectionnel.

Totalement dévoyée, la démocratie servait de paravent aux affaires. Jugeons-en :

Le multipartisme que nous appelions de tous nos vœux, au lieu de favoriser le débat d'idées et la confrontation de projets de société entre formations politiques, s'est traduit par la prolifération des partis dont le nombre dépasse 140 actuellement pour un pays de 14 millions d'habitants. Coupés de leur base électorale, les dirigeants démocratiquement élus sont occupés à plein temps par toutes sortes de stratégie de captation de « l'aide au développement » et des opportunités d'affaires que le système néolibéral offre.

Ce sont les gagnants de ce système économique et politique mafieux qui, en « démocrates milliardaires » s'apprêtaient à se disputer la place d'ATT en achetant tout ce qui peut l'être, du bulletin de vote à la conscience des électeurs/trices.

« Enrichissez-vous et taisez-vous » est la règle non écrite du jeu politique, pendant que les opérations cosmétiques de bonne gouvernance dont le Bureau du Vérificateur Général entretiennent l'illusion de l'exemplarité démocratique.

Leurs enfants qui, avec ostentation, fêtent leurs milliards ajoutent à l'indignation des jeunes déshérités qui n'ont droit ni à une école de qualité ni à l'emploi et au revenu ni à un visa pour aller tenter leur chance ailleurs.

Aucun parti politique ne peut se prévaloir aujourd'hui d'une base électorale éduquée et imprégnée des enjeux et des défis du changement de manière à choisir leurs dirigeants en connaissance de cause et à les contrôler dans l'exercice de leurs fonctions. Les électeurs/trices ne sont contactés que

sporadiquement mais assaillis à la veille des scrutins par des candidats toujours prêts à payer leurs voix.

La société civile, dont le rôle est d'éduquer, de contrôler et d'interpeller la classe politique vit de compromis et de compromissions. C'est en évitant les sujets qui fâchent, qu'elle parvient à bénéficier des financements des partenaires techniques et financiers (PTF).

La liberté d'expression chèrement acquise est sous surveillance dans les médias publics. Elle se traduit par l'existence d'un paysage médiatique dense (journaux et radios privés) qui, pour survivre, se comporte comme la société civile : savoir se vendre. Quant à l'unique chaîne de télévision nationale, l'ORTM, elle est « la voix de son maître ».

Les entrepreneurs véritables, les locaux comme ceux de la diaspora qui ont envie d'investir dans leurs pays sont démotivés par une administration corrompue, prête à entraver les meilleures initiatives quand elle n'y trouve pas son compte.

5. Il est encore possible de sauver véritablement le Mali et sa bande Sahélo-saharienne

Le Mali n'est pas en danger du fait d'un « putsch militaire » mettant en péril un processus de démocratisation exemplaire, mais du fait de la démocratie formelle et des enjeux géopolitiques, économiques et stratégiques dont les citoyens ordinaires n'ont pas la moindre idée. Face au rôle de pompier pyromane de la France dans la crise malienne, nous ne pouvons pas nous empêcher de penser à la loi N° 57-27 du 10 janvier 1957 créant une Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS). Elle visait « l'expansion économique et la promotion sociale des zones sahariennes de la République française et à la gestion de laquelle participent l'Algérie, la Mauritanie, le Soudan (l'actuel Mali), le Niger et le Tchad ». Pour sauver véritablement le Mali, il convient de :

- mettre ce drame national à profit pour renouer avec la pensée critique et le courage politique. Il est illusoire et suicidaire de croire que nous sommes un pays libre et indépendant, qui a juste besoin de dirigeants démocratiquement élus pour aller de l'avant. Les défenseurs de cette thèse sont les gagnants de l'ordre injuste et violent du monde, plus soucieux de leurs intérêts que du sort du peuple malien ;
- repenser l'indispensable démocratisation du Mali en termes de seconde libération. Cette exigence qui s'imposait au plan politique, économique, monétaire et culturel revêt désormais

une dimension territoriale. La tâche est d'autant plus rude que les enjeux sont colossaux et les rapports totalement asymétriques ;

- privilégier la résistance par le réarmement moral, la créativité politique et la solidarité envers les plus vulnérables en l'occurrence les femmes, les jeunes et les ruraux. La tentation de mobiliser immédiatement cinquante millions de dollars pour l'achat d'armement ou de faire appel à la force d'interposition de la CEDEAO, ouvre la voie à une guerre asymétrique et sans fin ;
- gagner en lucidité et en maturité politique en nous disant que les « émergés » qui dictent leur loi en économie comme en matière de démocratisation ont d'abord besoin des immenses richesses de notre continent, en occultant la violence du modèle économique qu'ils planétarisent : pendant que le Mali s'enlise dans la guerre au Nord et que les Maliens se demandent comment survivre, le pillage de l'or, dont leur pays est riche, se poursuit allègrement au profit des multinationales. Il nous appartient d'être perspicaces dans l'analyse des enjeux et des rapports de force et audacieux dans la défense des intérêts de notre pays qui ne sauraient être confondus avec le compte en banque de quelques individus légitimés par des élections frauduleuses ;
- faire du Mali un cas d'école pour la CEDEAO, dont les chefs d'Etat dans leur intransigeance envers les auteurs du coup de force du 22 mars craignent surtout d'être déstabilisés tant dans leur position de rente que dans leurs certitudes. La remarque est valable pour les partis politiques dont le rêve est de les remplacer dans l'ouverture de nos économies au marché mondial déloyal ;
- rappeler aux puissances occidentales que ce sont les mêmes politiques d'assujettissement et de pillage qui sont à l'origine de l'émigration « clandestine », l'intégrisme religieux et les attentats qu'ils qualifient de terroristes.

Nous concluons, à la lumière de ce qui précède, qu'il n'appartient pas aux Chefs d'Etat de la CEDEAO d'être juges et partie en statuant sur l'état de la démocratie comme dans le cas malien, mais aux peuples souverains.

La gravité de la situation au Mali et dans la bande sahélienne exige la convergence des luttes des peuples agressés du Sud et celles du Nord dont les dirigeants, donneurs de leçons de démocratie et fauteurs de guerres se sentent plus redevables de comptes aux agences de notations qu'à leurs électeurs.

Rendre justice au peuple martyr du Mali dans les circonstances actuelles, commence par la levée immédiate de l’embargo qui lui est infligé et la reconnaissance de son droit à l’initiative, de penser et de proposer à la CEDEAO une stratégie concertée de sortie de crise.

Fait à Bamako, le 04 Avril 2012

Forum pour un Autre Mali (FORAM)

SIGNATAIRES

AMINATA D. TRAORE (ANIMATRICE DU FORAM, ESSAYISTE) ; SEYDOU BADIAN KOUYATE (ECRIVAIN) ; ASSETOU FOUNE SAMAKE (ENSEIGNANTE) ; KARAMOKO BAMBA (MOUVEMENT NKO) ; ISMAEL DIABATE (ARTISTE PEINTRE) ; DOUMBI FAKOLY (ECRIVAIN) ; JEAN BOSCO KONARE (HISTORIEN) ; MANDE ALPHA DIARRA (ECRIVAIN) ; MADANI KOUMARE (ECONOMISTE) ; BORIS BOUBACAR DIOP (ECRIVAIN) ; ABDOULAYE NIANG (ECONOMISTE) ; BOUBACAR COULIBALY (EXPERT COMPTABLE) ; NDO CISSE (UNIVERSITE DES LETTRES) ; NATHALIE MDELA MOUNIER (ECRIVAIN) ; AISSATA CISSE (COMMUNICATRICE) ; MARIAM KANAKOMO (COMMUNICATRICE) ; SAFI SY (EDUCATRICE) ; SYLVIE SANOGO (EDUCATRICE) ; HAOUA KEITA ; ABDOULAYE SANGARE (AVOCAT)

CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE : PRETEXTE POUR LES PLANS D'AUSTERITE ET RESISTANCE DES PEUPLES

I – CAUSES DE LA CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE :

Une **dette souveraine** est une **dette** émise ou garantie par un émetteur **souverain** (un État généralement ou parfois une banque centrale) «Wikipédia»

Un Etat se doit de répondre aux besoins de ses citoyens en matière de santé, d'éducation, de logement, de routes, de services publics, d'emplois, de retraite, d'assurance chômage et plus généralement de développement de la production. Les luttes de la classe ouvrière ont permis d'atteindre dans les pays capitalistes développés un niveau de protection sociale relativement élevé. Dans les pays sous développés on est loin d'avoir le minimum vital malgré les luttes populaires. Pour financer ses dépenses publiques, l'Etat dispose de prérogatives régaliennes. Il peut battre monnaie, lever des impôts recevoir de dividendes et recourir à des emprunts obligataires etc. La propagande de la bourgeoisie libérale aux affaires veut nous faire croire que l'augmentation de la dette souveraine est due à une explosion des dépenses publiques liées à la protection sociale. C'est là un gros mensonge car des études montrent que le coût de ces dépenses est resté stable jusqu'à ces dernières années. Ainsi leur poids est passé de 55% du PIB en 1993 à 52,7% en 2007 en France. En 2006 il était de 47,6 % du PIB de l'Union Européenne, de 33.3% du PIB des USA et de 33.7 % pour le Japon. (Cf. «Les pièges de la dette publique » d'ATTAC). Les causes des déficits publics sont donc à rechercher ailleurs. En effet, depuis la proclamation du libéralisme triomphant avec Reagan et Thatcher notamment, on a assisté à des attaques en règle contre les acquis sociaux, au démantèlement et à la privatisation des services publics et la dépossession des Etats de leurs prérogatives régaliennes, portant atteinte à la souveraineté des pays etc. Ce fut la valse des baisses d'impôts pour les plus riches, la multiplication des niches fiscales et autre bouclier fiscal permettant aux plus gros de payer le moins d'impôts possible. Parallèlement les taux d'imposition des sociétés sont revus à la baisse. En France, on passe de 45 % en 1986 à 33,3% et le taux réel est de 28% pour les petites entreprises, de 13% pour celles qui emploient jusqu'à 2000 personnes et de 8% pour les grandes. Résultat, les recettes fiscales de l'Etat qui représentaient 22,5 % du PIB en 1982 tombent à 15,1% en 2009. En Grèce, le taux d'imposition des sociétés passe de 40 % à 24% et en Irlande il passe de 50 % en 1986 à 12,5% en 2006. A ces baisses il faut ajouter l'action sur les taux d'intérêt. En 1979, La FED décide d'augmenter les taux d'intérêt au nom de la lutte contre l'inflation et fait passer de taux réel (inflation déduite) de 1,8 % à 8,6%. La conséquence immédiate fut l'explosion du service de la dette pour les pays dont les dettes sont libellées en devises étrangères. Les pays africains en furent les premières victimes. On se souvient également des ravages qu'ils subiront plus tard avec la dévaluation de leur monnaie par la France et qui rappelle la nécessité de sortir de cet

esclavage monétaire. Cette décision américaine fut une impulsion à la financiarisation de l'économie et la formation de la bulle financière. Les investissements productifs deviennent moins rentables que la rente financière. Selon Ibrahim Warde, Professeur associé à la Fletcher School of Law and Diplomacy dans la Massachussetts, « *les produits financiers « dérivés » ont vu le montant de leurs transactions exploser depuis les années 1990. En 2005, leur volume était trente-cinq fois supérieur à celui de l'économie réelle.* » On estime généralement qu'il y a 1000 fois plus d'argent en circulation qu'il n'existe d'actifs sous-jacents. Pour couronner le tout, la bourgeoisie libérale interdit aux trésors publics d'emprunter directement auprès des banques centrales. Les Etats sont ainsi dépossédés de leur prérogative de création monétaire. Ils sont obligés de se refinancer à taux fort sur les marchés financiers auprès de banques privées qui bénéficient des ressources à bas coût auprès de banques centrales.

Ce qui précède démontre clairement que ce sont la réduction des recettes fiscales et le recours obligatoire aux marchés financiers qui sont les causes principales des déficits publics et non le coût de la protection sociale. On a appauvri les pays au profit des plus riches et on a soumis les Etats aux intérêts de l'oligarchie financière consacrée maître du monde.

La crise financière de 2008 fruit des turpitudes de l'oligarchie financière intervient comme un accélérateur de l'aggravation des déficits publics. Des milliards d'euros et de dollars de fonds publics sont débloqués pour sauver les banques de la faillite. Malgré ce sauvetage le financement de l'économie est en panne. Les Etats mobilisent des milliards pour tenter une relance de l'économie. Ceux qui n'ont pas de monnaies nationales sont privés de moyens de politique monétaire. Les représentants de l'oligarchie financière placés à la tête des pays donnent aux banques les moyens de spéculer contre les Etats. Les pays sont déclarés trop endettés et menacés de faillite. L'oligarchie toute puissante dicte ses exigences qui visent avant tout à se faire rembourser les dettes d'où les plans d'austérité qui condamnent les pays à la récession et les peuples à la misère.

PLANS D'AUSTERITE IMPOSES AUX PEUPLES

Les pays du tiers monde furent le terrain d'expérimentation des plans d'austérité connus sous le nom de programmes d'ajustement structurel. Dans ces pays où on manque de tout, les technocrates du FMI et de la Banque Mondiale, avec la complicité des dirigeants de ces pays viennent prescrire des mesures qui aggravent le dénuement des services de santé, condamnent les populations à l'analphabétisme, à la misère et paralysent les rares services publics. Ils placent ces pays sous tutelle, ordonnent la privatisation des secteurs stratégiques les plus rentables. Ils prennent directement en charge la gestion des finances des pays et orientent l'essentiel des ressources vers le remboursement des «dettes» bien souvent illégitimes.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les pays capitalistes développés et singulièrement en Grèce apparaît comme une généralisation de politiques rodées dans les pays sous-développés où les habitants ont servis de cobayes et ont été traités comme des sous-hommes sans âme généreuse pour leur venir au secours. Les choses se passent comme si l'oligarchie financière avait choisi de faire de la Grèce un exemple pour dire aux autres pays capitalistes développés qu'avec l'explosion des déficits publics ils sont à sa merci et qu'elle dispose d'une recette pour les soumettre à ses intérêts. Elle contrôle les agences de notation dont les pouvoirs peuvent conduire à déclarer tel ou tel pays en faillite. Les agitations des représentants de l'oligarchie financière (Angel Merkel et Nicolas Sarkozy en tête) cachent mal leur angoisse à l'idée qu'ils peuvent être soumis à leur tour aux mêmes humiliations que la Grèce ainsi que le risque d'implosion de la zone euro. Derrière ces porte-paroles, c'est la troïka (FMI, UE et BFCE) qui est à la manœuvre. C'est la panique. Les plans d'austérité pleuvent de partout avec la même caractéristique, faire payer par les travailleurs et les peuples la dette et les conséquences de la crise qu'elle engendre.. Les plans de sauvetage de la Grèce se succèdent et ne font qu'aggraver la crise et les conditions de vie des Grecs. Après un premier plan des 110 milliards d'euros en octobre 2011 assorti de mesures drastiques d'austérité pour les travailleurs, un deuxième de 130 milliards est intervenu en février 2012 avec des conditions si dures qu'un observateur avisé comme Henri Sterdyniak, directeur du département Economie de la mondialisation à l'OFCE estime que «l'effort demandé est trop grand, que le PIB de la Grèce devrait baissé de 20% et que le pays est dans l'impasse ». Le plan prévoit de nouvelles coupes dans les budgets sociaux, la baisse de 22% du salaire minimum et de 32% pour les jeunes, la baisse des pensions de retraite et la suppression de 15 000 emplois dans la fonction publique. La misère s'étend et de plus en plus de personnes vont à la soupe populaire pour survivre pendant que 48% de jeunes Grecs sont réduits au chômage.

Comme pour les pays sous-développés, la Grèce est placée sous tutelle et les envoyés spéciaux de la troïka prendront en main la gestion des finances du pays. On prétend aider la Grèce mais à y regarder de près, on constate que c'est surtout pour préserver les intérêts des banques qui, après avoir spéculé sur la dette grecque et réalisé de substantielles bénéfices, consentent une décote de leurs créances sur la Grèce de 53,5% soit 107 milliards d'euros pour limiter les dégâts. Dans le même temps, les Etats remettent 130 milliards au pot aggravant les déficits publics tout en imposant des sacrifices aux travailleurs et aux peuples. Ces nouvelles dettes serviront plus à rembourser les créanciers de la Grèce qu'à relancer son économie.

Après la Grèce, les spéculateurs ont déjà identifié leurs prochaines cibles à savoir le Portugal, l'Italie, l'Espagne et bientôt la France. La récession gagne toute l'Europe. Les impôts injustes (TVA) qui frappent indistinctement riches et pauvres sont créés. Des records de chômage sont

battus touchant 10,7 % de la population européenne. Une nouvelle catégorie de travailleurs est apparue : « les travailleurs pauvres ». Ce sont ceux qui ont de petits boulots dont ils ne peuvent pas vivre. L'Allemagne en compte 5 millions qui gagnent 500 euros par mois, à peine de quoi payer un loyer. Les équipes au pouvoir perdent toute crédibilité et sont souvent remerciées et remplacées par d'autres ou par des technocrates qui poursuivent les mêmes politiques sans état d'âme. On comprend dès lors l'essor des luttes populaires actuelles dans le monde.

II - RESISTANCE DES PEUPLES

Les peuples du Tiers monde ont mené des combats héroïques contre les programmes d'ajustements structurels même si leurs gémissements et protestations ont connu peu d'échos dans la presse internationale. Ils ont réussi à discréditer ces programmes et leurs auteurs ont été contraints d'en reconnaître l'échec. Depuis, leur bébé a été rebaptisé «Plans de réduction de la pauvreté» et autre «Millénium Challenge».

Confrontés aux mêmes plans dévastateurs, les travailleurs et les peuples des pays capitalistes développés ne se laissent pas faire. Grèves, marches de protestation et manifestations diverses secouent toutes les capitales. On peut lire sur les banderoles les mots d'ordre «NOUS NE PAYERONS PAS LEUR CRISE, NOUS NE PAYERONS PAS LEUR DETTE» scandés dans les manifestations. La jeunesse prend une part active à ces luttes et le «Mouvement de INDIGNES», «OCCUPY WALL STREET» en est une illustration. La finance internationale est mise en cause comme responsable de la crise. La conscience grandit que les dettes accumulées ne servent que les intérêts d'une minorité, qu'elles sont largement illégitimes et doivent être en partie annulées. Des «audits citoyens de la dette» sont organisés un peu partout (USA, Irlande, Portugal, Allemagne, Grèce, Italie, Espagne, etc.) On y exige le contrôle populaire sur les élites technocratiques, on y oppose la démocratie participative à la démocratie représentative qui se confond avec une «l'oligocratie». Bref, les peuples du Sud comme ceux du Nord refusent d'être des jouets entre les mains des financiers et des dirigeants politiques au service de ces derniers.